



---

## Présidence allemande du Conseil de l'UE : quelles priorités ?

---

L'Allemagne assume la présidence tournante du Conseil de l'UE pour le deuxième semestre 2020. La France assumera la présidence tournante du Conseil de l'UE à la suite dès le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Quelles sont les priorités de la présidence allemande de l'UE ?

### *Qu'est-ce qu'une présidence tournante du Conseil de l'UE ?*

Selon les traités européens en vigueur, le Conseil de l'UE est présidé à tour de rôle par les Etats membres à chaque semestre. La présidence organise les travaux de l'institution et dirige réunions et groupes de travail. Elle joue également un rôle déterminant les négociations en lien avec la procédure législative ordinaire de l'UE.

### *Une présidence impactée par la crise du COVID-19*

Le gouvernement allemand avait annoncé une présidence tournée vers la réflexion sur l'avenir de l'Europe. COVID-19 oblige, il a annoncé une **réorientation pour surmonter la pandémie du COVID-19** autour de deux axes : soutenir la relance de l'économie européenne et renforcer la cohésion sociale en Europe. La présidence allemande sera donc celle de la stratégie de sortie de crise, de sa gestion et de la volonté d'endigement du virus au niveau européen.

La principale inconnue est la position de la présidence allemande sur la gouvernance économique de l'UE qui jouera probablement un rôle central dans la mise en œuvre du plan de relance de l'UE. Si l'Allemagne – par la voix de son ambassadeur dans une visioconférence début juillet - pousse pour l'adoption rapide d'un plan de relance visant à redémarrer l'économie et si elle a consenti à la suspension du Pacte de stabilité afin de dégager des marges budgétaires à cette fin, elle appelle également à revenir à l'équilibre budgétaire le plus rapidement possible.

Annoncé le 30 juin dernier, le programme de travail de la présidence allemande se concentrera donc sur le **plan de relance de l'UE** ainsi que la finalisation des négociations sur le **cadre financier pluriannuel de l'UE** – programmation pluriannuelle du budget – pour 2021-2027. En raison du calendrier, la présidence allemande jouera également un rôle dans la finalisation de **l'accord sur les futures relations de l'UE avec le Royaume-Uni** ou, en l'absence d'accord, à la préparation de la réponse de l'UE.

La question de la politique commerciale sera également centrale à la présidence allemande de l'UE, sur fond de tensions avec la Chine d'une part et les Etats-Unis d'autre part, tant dans sa dimension de révision de la politique commerciale de l'UE que dans la finalisation de l'ALE UE-Mercosur.



Enfin, le sujet du **cadre des relations entre l'UE et l'Afrique** sera également abordé.

***Le programme social de la présidence allemande du Conseil de l'UE***

Concernant la dimension sociale du programme, la présidence allemande souhaite avancer sur plusieurs sujets : **mécanisme permanent européen temporaire de réassurance chômage, revenu minimum, travail sur l'initiative de l'UE à venir sur les salaires minimums** après la conclusion de la 2<sup>nd</sup>e phase de consultation des interlocuteurs sociaux, garantie pour l'enfance pour adresser la question de **la pauvreté dans l'enfance**, entre autres.

Par ailleurs, en lien avec l'impact de la crise du COVID-19 sur l'emploi, la présidence allemande vise à actualiser la politique de l'UE concernant **la Garantie Jeunes et l'enseignement et la formation professionnelle**. Une décision doit également émerger au second semestre 2020 sur **la révision du réseau européen des services publics de l'emploi**.

Sur les questions de mobilité, la mise en lumière de la situation sociale dans le secteur agroalimentaire a provoqué l'annonce d'une **initiative de l'UE sur les travailleurs saisonniers**. De même, **la révision du règlement européen de coordination des systèmes de sécurité sociale** doit être finalisée sous la présidence allemande.

La présidence allemande souhaite également faire de **l'environnement et du numérique** des axes centraux de son action. En ce sens, elle pousse pour que le Pacte vert pour l'Europe, qui vise à la neutralité carbone d'ici 2050, soit corrélé au plan de relance. Sur le numérique, le développement d'une **réglementation de l'intelligence artificielle sur le lieu de travail** ainsi qu'une **initiative de l'UE sur les travailleurs des plateformes** sont annoncées. Des premières consultations ont également été lancées sur une **réglementation de l'UE sur les services numériques**.

Sur l'égalité de genres, la présidence allemande soutient les initiatives de la Commission européenne sur **la transparence salariale** qui cible les écarts salariaux entre les femmes et les hommes, ainsi que **l'initiative sur l'équilibre hommes-femmes à la direction des entreprises**.

A propos de la question migratoire, si la Commission européenne proposera en septembre un nouveau Pacte pour l'asile et les migrations, la présidence allemande soutient avant tout l'idée d'immigration professionnelle visant à contrôler les flux migratoires en fonction des besoins économiques. Sur le droit d'asile, les négociations européennes sont bloquées depuis plusieurs années, malgré les appels à la solidarité de la Grèce et de l'Italie, principaux points d'entrée des demandeurs. L'Allemagne plaide également pour le renforcement des contrôles aux frontières de l'espace Schengen, via l'agence Frontex.

Enfin, sur la question de la responsabilité des entreprises est renvoyée à un simple **plan d'action de l'UE sur la conduite responsable des entreprises** et non à une **directive sur le devoir de vigilance** – revendication portée par FO au Congrès de la CES de mai 2019. Ce renvoi ne saurait satisfaire l'exigence



d'obligations légalement contraignantes pour garantir une pleine et entière responsabilité des donneurs d'ordre dans les chaînes de valeur mondiales.

***Le calendrier de la présidence allemande du Conseil de l'UE***

<b>Date</b>	<b>Objet</b>
<i>17-18 juillet</i>	<i>Conseil européen</i>
<i>16 septembre</i>	<i>Conférence sur l'Europe sociale</i>
<i>6-7 octobre</i>	<i>Conférence sur les chaînes de valeur mondiales</i>
<i>13 octobre</i>	<i>Réunion des ministres du travail de l'UE – EPSCO</i>
<i>14 octobre</i>	<i>Sommet social tripartite</i>
<i>15-16 octobre</i>	<i>Conseil européen</i>
<i>28-30 octobre</i>	<i>Sommet UE-Afrique (à confirmer)</i>
<i>3 novembre</i>	<i>Conférence sur l'avenir du travail</i>
<i>3 décembre</i>	<i>Réunion des ministres du travail de l'UE – EPSCO</i>
<i>10-11 décembre</i>	<i>Conseil européen</i>

